

Monsieur le Président de la République,

Vous, l'homme.

De chair. De sang.

Vous, Emmanuel Macron, l'homme qui incarne notre République, notre nation : comment pouvez-vous tolérer ce qu'il se passe dans notre pays ?

Comment pouvez-vous encore respirer sans étouffer dans l'incohérence de vos propos sur les migrations ?

Comment pouvez-vous encore un seul instant croiser votre reflet dans le miroir sans être aveuglé par les discriminations, les actes de rejet immonde, la rhétorique de la peur maniée jusqu'à la nausée ?

Le pouvez-vous, Monsieur le Président ?

En janvier 2017 : vous félicitez Angela Merkel pour avoir « sauvé notre dignité collective en accueillant des réfugiés en détresse », des hommes, des femmes, des enfants qui avaient été contraints de fuir la Syrie en 2015.

En mai 2021 : vous vous emportez cette fois, outré que « tous les migrants non éligibles au droit d'asile en Allemagne (soient) arrivés en France ». Vous « n'acceptez plus le système » du droit d'asile.

En août 2021 : l'Afghanistan succombe et vous prévenez alors que la France devra « se protéger contre des flux migratoires irréguliers. »

Et puis à l'automne de cette même année, lors d'un discours à l'Institut du Monde arabe, vous renouez cette fois avec la fraternité : « pour la nation que nous sommes (...), quelles que soient les difficultés qui sont les nôtres, penser qu'elles viennent de l'autre ou de cette part de l'autre, est une facilité aussi vieille que l'humanité. »

Vient la nuit du 24 au 25 novembre 2021 : 27 personnes perdent la vie dans la Manche. C'est le désespoir, c'est l'abandon de la France qui les assassine.

7 femmes, 17 hommes, 2 garçons et 1 fille « pouvant être des adolescents » se noient en tentant d'atteindre une vie simplement viable.

Vous accusez alors les passeurs (qui « utilisent la détresse ») et vous exhortez Boris Johnson à ne pas « instrumentaliser une situation dramatique ».

Dont acte.

Pendant tout ce temps-là, à Grande-Synthe, à Calais, à Ouistreham, à Saint-Jean de Luz, à Bayonne, Porte de la Chapelle, dans la vallée de la Roya, au poste frontière de Menton, à Montgenèvre... partout dans notre pays, Monsieur le Président, des réfugiés sont abandonnés à leur innommable sort.

Refoulés. Humiliés. Traités comme des sous-humains. Reniés jusqu'à la moelle.

Ils ont pourtant été contraints de fuir leurs terres, l'Afghanistan, le Soudan, l'Érythrée, la Somalie, pour sauver leur vie ...

Et vos troupes, à vos ordres, réagissent à coups de renforts militaires. Pour nous protéger ? mais de quoi Monsieur le Président ?

Ils accusent les passeurs... mais c'est votre système qui les fait vivre !

Ils harcèlent les Solidaires, qui sont pourtant les seuls à incarner et porter à bout de bras, au prix de toute leur énergie et parfois même de condamnations judiciaires, les droits humains et la

dignité dans notre pays.

Ils lacèrent les tentes et dépouillent de la moindre affaire les exilés, séparent, violentent, piétinent les demandes (pourtant justifiées) d'asile, laissent croupir des femmes, des hommes, des bébés, des vieillards, des adolescents dans le froid, dans la boue, dans la misère la plus ignoble.

Vos troupes.

Vos ministres.

Votre responsabilité.

24 février 2022. Survient la guerre.

Le martyr de l'Ukraine.

Déjà deux millions de personnes, des victimes de la folie humaine, ont été contraintes de quitter leurs vies en un battement d'aile damnée.

Les voilà qui arrivent : comme tant d'autres avant elles, ces personnes se réfugient. **Ici.**

Cette fois, et c'est évidemment un devoir vital, vous accueillez.

Pour elles, pour eux, vous activez pour la toute première fois la directive européenne de protection temporaire datant de 2001.

La SNCF ouvre en grand les portes de ses trains.

Vos Ministres, à longueur de matinales, se muent soudain en chantres de la solidarité. Gérard Darmanin, devenu preux chevalier de l'humanisme, va jusqu'à reprocher à Londres son « manque d'humanité » tandis que Natacha Bouchart, la maire de Calais, se fait photographier lors d'un magistral pantomime d'accueil d'une famille dans son bureau.

Soudain, Monsieur le Président, vous dites « réfugiés » quand, à propos des autres, de tous les autres, vous continuez pourtant d'éructer le mot « migrant ».

Et jeudi dernier, Monsieur le Président. Ce Jeudi 10 mars au matin, l'horreur, quand à Grande-Synthe, les Solidaires ont emprunté la D601 qui mène au campement parfaitement indigne où vous laissez se terrer environ 800 réfugiés : un mur de blocs de bétons les a accueillis.

Un mur.

Érigé par surprise pour couper la route qui mène aux enfants, aux bébés, aux femmes et aux hommes qui eux n'ont pas le droit de monter dans les TER, qui eux n'ont pas le droit de rester, qui eux n'ont pas le droit de bouger tout court, qui n'ont pas non plus le droit de boire, ni celui de s'abriter, ni celui de manger.

Celles-là, ceux-là, que vous appelez « migrants. »

Celles-là, ceux-là que vous asphyxiez lentement, Monsieur le Président, lorsque vous tolérez que le Grand Port Maritime de Dunkerque, port d'Etat, semble fermer la route qui permet aux véhicules de secours et de soins vitaux de les atteindre.

Ces êtres humains. Réfugiés.

Que reste-t-il de votre humanité, Monsieur le Président ?

Vous orchestrez la haine jusqu'à la nausée.

Votre France n'est pas la nôtre.

Votre déshonneur n'est pas le nôtre.

Ce que vous pratiquez porte un nom : racisme d'État.

Nous n'en serons pas complices, Monsieur le Président.

Réagissez.

Damien Carême, député européen, ancien maire de Grande-Synthe, 14 mars 2022.

<https://www.damiencareme.fr>